

L'urgence d'aider l'Ukraine plus fort et à l'unisson

L'Ukraine est devenue le bouclier de l'Union européenne. Si nous ne l'aidons pas, maintenant, à se défendre, il faudra un jour prochain envoyer nos propres soldats le faire.

Jusqu'à présent l'Occident, et en particulier les États européens, ont cheminé sur une ligne de crête dans l'aide militaire apportée à l'Ukraine. Ils lui ont donné, au compte-goutte, les équipements nécessaires pour ne pas perdre la guerre, mais pas en quantité et en qualité suffisantes pour bouter l'occupant hors de son sol.

Les Occidentaux se sont réfugiés derrière des «lignes rouges» imaginaires et ont entretenu l'illusion d'un dialogue avec des dirigeants russes, alors que ceux-ci ne comprennent que le langage de la force. Parce que la Russie est une puissance nucléaire, les Occidentaux ont voulu à tout prix éviter d'être «cobelligérants». Et de fait, ils ne le sont pas et ne l'ont jamais été. Ils ne le deviendraient que si leurs forces se «battaient avec» les forces ukrainiennes, ou si elles étaient attaquées par des forces russes. Ce qui est encore moins le souhait des Russes que celui des Occidentaux, quoiqu'en disent les bouffons médiatiques du Kremlin.

Cette aide homéopathique, accordée au trébuchet d'une non-cobelligérance fantasmée, n'est plus suffisante, car l'équilibre des forces est en train de s'inverser. C'est une évidence: le temps profite à la Russie. Celle-ci dispose de ressources en hommes bien supérieures à celles de l'Ukraine, d'autant que ses généraux n'accordent aucune valeur à la vie de leurs soldats. Ils sacrifieront autant de chair à canon que nécessaire pour poursuivre leurs minables buts tactiques.

Par ailleurs, le territoire de la Russie n'est que très marginalement affecté par la guerre. Son économie est entrée en récession (-6%), mais ne s'est pas effondrée, ce qui est le cas de l'économie ukrainienne (-30%). De ce fait, la population russe, zombifiée par la propagande, continue à soutenir massivement la guerre. Une partie d'entre elles en redemande même! Quant aux dirigeants, Vladimir Poutine en tête, cela fait longtemps qu'ils ont abandonné tout calcul rationnel. Ils préfèrent risquer leurs maigres gains territoriaux, plutôt que d'abandonner le fol espoir de prendre Kiev, de faire plier l'Ukraine ou à défaut de la détruire entièrement. Ils ne lâcheront rien.

Trois impératifs

Or l'Occident ne peut pas laisser la Russie gagner, et ce pour trois impératifs catégoriques.

Le premier est que cela signifierait la fin de l'architecture mondiale de sécurité issue de la Seconde Guerre mondiale et avec elle de la paix

entre États égaux en droits, mais inégaux en puissance. Ce serait la fin de l'ordre fondé sur le droit, auquel l'humanité est parvenue au prix de millénaires de guerres, de massacres et d'atrocités. Un ordre international fondé sur la force marquerait le retour décomplexé de la «guerre de tous contre tous» et donc la multiplication des conflits, en mer Égée, en mer de Chine et partout ailleurs dans le monde.

Le deuxième est que si la dissuasion nucléaire offensive conduite par la Russie pour sanctuariser son territoire était victorieuse, cela conduirait tous les pays menacés par une puissance nucléaire, tels Taïwan, la Corée du Sud ou le Japon, à se doter eux aussi de l'arme nucléaire afin d'y faire face. La prolifération nucléaire serait généralisée. Même l'Ukraine se doterait à nouveau de l'arme nucléaire, puisqu'elle a commis l'erreur fatale d'abandonner les siennes en 1994, croyant, avec candeur, dans les «garanties de sécurité» apportées par les Occidentaux et la Russie.

Troisièmement, si les puissances nucléaires peuvent s'essayer les pieds sur la Charte des Nations unies, alors tout l'édifice du droit international est susceptible de s'écrouler, car pourquoi respecter les simples traités si le plus important d'entre eux n'a plus aucune valeur? Or le droit international est partout: dans les films que l'on regarde, dans les investissements internationaux, dans les câbles sous-marins, dans les microprocesseurs que l'on utilise et jusque dans les fruits et légumes que l'on importe et que l'on exporte.

À cela, ajoutons plus prosaïquement que si la Russie gagnait, alors tout l'investissement que l'Occident a consenti en Ukraine serait perdu.

Plus vite, plus fort

Il est donc nécessaire, afin de rétablir une paix juste et durable, d'aider l'Ukraine, plus vite, plus fort et surtout de façon coordonnée.

Plus vite, car la Russie compte tenu de ses ressources en hommes et en énergie peut se payer le luxe de la patience stratégique. En outre, compte tenu des délais d'acheminement des armes et surtout de la formation des soldats pour les équipements les plus sophistiqués, les décisions prises aujourd'hui ne produiront leurs effets sur le terrain que dans cinq à six mois. Trop tard peut-être? Enfin, nous sommes peut-être arrivés au bout de l'effort que l'opinion publique américaine est prête à consentir en faveur d'une guerre qui concerne au premier chef les Européens, toujours accusés de ne pas en faire assez pour leur propre défense.

Plus fort, car les forces ukrainiennes doivent être capables de frapper les bases militaires ennemies dans la profondeur si elles veulent mettre fin aux attaques meurtrières contre leurs villes et reconquérir leur territoire.

Ensemble enfin, car il faut éviter de fournir des équipements disparates en petite quantité. Leur entretien et leur apprentissage causeraient aux Ukrainiens plus de soucis qu'ils n'apporteraient de solutions. C'est pourquoi l'accord des dirigeants allemands pour qu'eux-mêmes et d'autres pays exportent des chars lourds Leopard 2, dont certains dorment par centaines dans des hangars, est aujourd'hui d'une importance vitale pour sauver les vies des soldats ukrainiens.

Peu de pays au monde accepteraient autant de sacrifices. L'Ukraine est devenue le bouclier de l'Union européenne. Si nous ne l'aidons pas, maintenant, à se défendre, il faudra un jour prochain envoyer nos propres soldats le faire.



Frédéric Mauro

Avocat au barreau de Bruxelles, chercheur associé à l'IRIS